

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE ORDINAIRE DU 19 DECEMBRE 2014

NOMBRE DE MEMBRES
composant le Conseil : 35
en exercice : 35
présents : 31
représentés : 3
pour : 31
abstentions : 1
contre : 2

OBJET : Approbation de la convention relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib' après concertation

L'An deux mille quatorze, le dix neuf décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal de la commune de Fontenay-aux-Roses légalement convoqué le douze décembre, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Laurent VASTEL, Maire

Etaients présents : L. VASTEL, Maire ; C. BIGRET, M. GALANTE-GUILLEMINOT, D. LAFON, A. BULLETT, P. RIBATTO, S. BOURDET, M. FAYE, F. GAGNARD, JP. AUBRUN, R. BENMERADI, Maires-Adjoints ; ME. MORIN, JC. PORCHERON, R. LHOSTE, JM. DURAND, A.M. MERCADIER, JL. DELERIN, V. RADAOARISOA, E. CHAMBON, V. FONTAINE-BORDENAVE, S. LE ROUZES, S. CROCI, M. FOULARD, C. ALVARO, T. NAPOLY, C. MARAZANO, A. SOMMIER, JJ. FREDOUILLE, F. ZINGER, S. CICERONE, G. MERGY, Conseillers Municipaux

lesquels forment la majorité des Membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Absents représentés :

JM. GASSELIN	à	M. FAYE
P. BUCHET	à	G. MERGY
D. BEKIARI	à	S. CICERONE

Absents excusés : J. N'GALLE-EBOA

Le Président ayant ouvert la séance, il est procédé, conformément à l'article L 2121-15 du Code précité, à l'élection d'un Secrétaire : Annie SOMMIER est désignée pour remplir ces fonctions.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L2123-7 et L2123-8,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2224-2,

Vu l'arrêté préfectoral portant création du Syndicat mixte « Autolib' » en date du 9 juillet 2009 et de la délibération du Comité syndical du 18 juin 2013 relative à l'approbation de la nouvelle dénomination de ce syndicat en « Autolib' Métropole »,

Vu les statuts du Syndicat mixte « Autolib Métropole »,

Vu la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre service appelé « Autolib' » et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signée le 25 février 2011 et notifiée le 1^{er} mars 2011,

Vu les avenants à cette convention en dates des 10 février 2012, 21 novembre 2012, 28 novembre 2012 et 6 mai 2013,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sud de Seine du 26 mars 2009 relative à l'approbation du principe d'adhésion au Syndicat mixte « Autolib' Métropole »,

Vu la convention portant superposition d'affectation sur partie du domaine public de voirie en surface de la Commune de Fontenay-aux-Roses au profit du service de location de véhicules électriques en libre service « Autolib' » dont la gestion relève de la compétence du Syndicat mixte Autolib' et portant sur la contribution de la Communauté d'Agglomération Sud de Seine aux dépenses d'investissement du Syndicat Mixte Autolib' signée le 16 mai 2012,

Vu la délibération « DEL111208-16 » du Conseil Municipal de la Ville de Fontenay-aux-Roses du 8 décembre 2011 donnant l'approbation à la convention portant affectation sur partie du domaine public de voirie en surface de la Commune de Fontenay-aux-Roses au profit du service public de location de véhicules électrique en libre service « Autolib' »,

Vu l'avis de la Commission,
Vu le projet de convention jointe en annexe,
Sur proposition du Maire
Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver la convention relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib'.

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention susmentionnée.

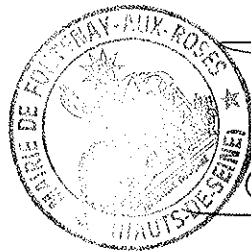
Article 3 : ampliation de la présente délibération sera transmise à :

- M. le Préfet des Hauts-de-Seine
- M. le Trésorier Municipal
- Mme la Présidente de la Communauté d'Agglomération Sud de Seine
- M. le Président du Syndicat mixte « Autolib' Métropole »

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits

Et ont signé les membres présents

POUR EXTRAIT CONFORME



Pour le Maire par délégation

Christian BIGRET
1^{er} Maire-Adjoint

Certifié exécutoire
Compte tenu de la réception
En Préfecture le
Publication/Affichage le
Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services autorisé

CONVENTION

relative au déploiement, au financement et
à l'exploitation du service public Autolib'



Commune de Fontenay-aux-Roses

Communauté d'agglomération Sud de Seine

Envoyé en préfecture le 02/01/2015

Reçu en préfecture le 02/01/2015

Affiché le



SOMMAIRE

PARTIE I : DISPOSITIONS GENERALES.....	6
ARTICLE I.1 : OBJET DE LA CONVENTION.....	6
ARTICLE I.2 : DEFINITION DU MAILLAGE DE STATIONS AUTOLIB'.....	6
ARTICLE I.2.1 : TYPOLOGIE DES STATIONS ET ELEMENTS CONSTITUTIFS.....	6
ARTICLE I.2.2 : NOMBRE CIBLE DE STATIONS ET DE BORNES.....	7
ARTICLE I.2.3 : AGRANDISSEMENT DE STATIONS.....	7
ARTICLE I.2.4 : STATIONS TEMPORAIRES.....	7
ARTICLE I.3 : MODALITES DE FINANCEMENT.....	7
ARTICLE I.3.1 : REPARTITION DU FINANCEMENT.....	7
ARTICLE I.3.2 : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT.....	8
ARTICLE I.3.3 : MONTANT DE LA SUBVENTION.....	8
ARTICLE I.3.4 : MODE DE FINANCEMENT.....	8
ARTICLE I.4 : SUIVI DU DISPOSITIF AUTOLIB'.....	9
ARTICLE I.5 : DUREE DE LA CONVENTION.....	9
ARTICLE I.6 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION.....	9
PARTIE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX STATIONS SUR VOIRIE.....	10
ARTICLE II.1 : SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS.....	10
ARTICLE II.1.1 : EMBLEMES.....	10
ARTICLE II.1.2 : INDEMNITE.....	10
ARTICLE II.1.3 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'INDEMNITE.....	10
ARTICLE II.2 : ETUDES ET AUTORISATIONS.....	11
ARTICLE II.2.1 : GENERALITES.....	11
ARTICLE II.2.2 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION.....	11
ARTICLE II.2.3 : ETAT DES LIEUX.....	11
ARTICLE II.2.4 : AUTORISATIONS PREALABLES AUX TRAVAUX.....	11
ARTICLE II.3 : TRAVAUX.....	12
ARTICLE II.3.1 : GENERALITES.....	12
ARTICLE II.3.2 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION.....	12
ARTICLE II.3.3 : RACCORDEMENTS.....	12
ARTICLE II.3.4 : COMMUNICATION DE CHANTIER.....	13
ARTICLE II.3.5 : RECEPTION.....	13
ARTICLE II.4 : ENTRETIEN ET EXPLOITATION.....	13
ARTICLE II.4.1 : GENERALITES.....	13
ARTICLE II.4.2 : ENTRETIEN ET NETTOYAGE.....	13
ARTICLE II.4.3 : CONCESSIONNAIRES DE RESEAUX.....	14
ARTICLE II.4.4 : MODIFICATION/DEPLACEMENT DE STATIONS.....	14
ARTICLE II.4.5 : NEUTRALISATION TEMPORAIRE DE STATIONS.....	14
ARTICLE II.4.6 : SUPPRESSION DE STATIONS.....	14
PARTIE III : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX STATIONS EN PARKING.....	16
ARTICLE III.1 : ETUDES ET AUTORISATIONS.....	16
ARTICLE III.1.1 : GENERALITES.....	16
ARTICLE III.1.2 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION.....	16
ARTICLE III.1.3 : REUNION PREALABLE.....	16
ARTICLE III.1.4 : AUTORISATIONS PREALABLES AUX TRAVAUX.....	16
ARTICLE III.2 : TRAVAUX.....	16
ARTICLE III.2.1 : GENERALITES.....	16
ARTICLE III.2.2 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION.....	17
ARTICLE III.2.3 : RECEPTION.....	17
ARTICLE III.3 : ENTRETIEN ET EXPLOITATION.....	17
ANNEXES.....	18
ANNEXE A : ELEMENTS CONSTITUTIFS DES STATIONS AUTOLIB'.....	19
ANNEXE B : BORDEREAU DES PRIX.....	20
ANNEXE B.1 : AJOUT DE BORNES DE CHARGES SUPPLEMENTAIRES.....	20
ANNEXE B.2 : MISE EN PLACE D'UNE STATION TEMPORAIRE.....	22
ANNEXE B.3 : INDEXATION.....	22
ANNEXE C : LISTE INDICATIVE DES STATIONS AUTOLIB' SUR VOIRIE.....	23
ANNEXE D : LISTE INDICATIVE DES STATIONS AUTOLIB' EN PARKING.....	24

CONVENTION

relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib'

ENTRE

Le syndicat mixte Autolib' Métropole, représenté par son Président, dûment habilité à signer la présente convention en vertu d'une délibération du comité syndical du 17 septembre 2013, ci-après dénommé « Syndicat mixte » d'une part,

ET

La Commune de Fontenay-aux-Roses, représentée par son Maire, dûment habilité à signer la présente convention en vertu d'une délibération du conseil municipal du
, ci-après dénommée « Commune » d'une deuxième part,

ET

La Communauté d'agglomération Sud de Seine, représentée par son Président, dûment habilité à signer la présente convention en vertu d'une délibération du conseil communautaire du
, ci-après dénommée « Communauté d'agglomération » d'une troisième part.

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L2123-7 et L2123-8,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29,

Vu l'arrêté préfectoral portant création du syndicat mixte « Autolib' » en date du 9 juillet 2009 et la délibération du comité syndical du 18 juin 2013 relative à l'approbation de la nouvelle dénomination de ce syndicat en « Autolib' Métropole »,

Vu les statuts du syndicat mixte « Autolib' Métropole »,

Vu la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion, et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service appelé « Autolib' » et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signée le 25 février 2011 et notifiée le 1er mars 2011,

Vu les avenants à cette convention en dates des 10 février 2012, 21 novembre 2012, 28 novembre 2012 et 6 mai 2013,

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Sud de Seine du 26 mars 2009 relative à l'approbation du principe de l'adhésion au syndicat mixte « Autolib' Métropole »,

Vu la convention portant superposition d'affectations sur partie du domaine public de voirie en surface de la Commune de Fontenay-aux-Roses au profit du service public de location de véhicules électriques en libre-service « Autolib' » dont la gestion relève de la compétence du syndicat mixte Autolib' et portant sur la contribution de la Communauté d'agglomération Sud de Seine aux dépenses d'investissement du syndicat mixte Autolib' signée le 16 mai 2012,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle de la métropole parisienne, de nombreuses communes et établissements de coopération intercommunale (EPCI) de la région parisienne et la Région Ile-de-France se sont associés au sein d'un syndicat mixte ouvert appelé « Autolib' Métropole » pour permettre aux habitants de la métropole parisienne d'accéder à un service de location de véhicules électriques en libre-service.

La mise en œuvre de ce service a nécessité la conclusion d'une convention de délégation de service public entre le Syndicat mixte et une société concessionnaire en charge de la mise en place, la gestion, et l'entretien du service Autolib' et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

Cette société construira environ 1200 stations Autolib' sur le territoire des collectivités adhérentes au syndicat, sur le domaine public de voirie et en parc de stationnement.

La réalisation des stations Autolib' sur le territoire des communes adhérentes a démarré dans le cadre de deux conventions types, la première relative à la réalisation des stations sur voirie et la seconde relative à la réalisation des stations dans les parcs de stationnement.

Le service Autolib' a été ouvert aux usagers le 5 décembre 2011.

A ce jour le déploiement des stations sur le périmètre du Syndicat mixte est achevé à 90 % sur voirie et à 12 % dans les parcs de stationnement.

Le calendrier de déploiement du service s'est ajusté notamment pour prendre en compte les contraintes techniques de réalisation des stations dans les parcs.

En effet, de nouvelles dispositions en matière de sécurité incendie ont été exigées par le Ministère de l'Intérieur postérieurement à l'ouverture du service. Dans ce cadre, il est envisagé un redéploiement des stations en parcs de stationnement sur la voirie.

Par ailleurs, la présente convention permet l'extension des stations Autolib' en leur ajoutant des bornes de charge supplémentaires.

Enfin, la présente convention permet d'avoir une meilleure visibilité du projet en regroupant l'ensemble du programme et en définissant dans ce cadre les modalités administratives et financières.

PARTIE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE I.1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- en application de l'article 7 des statuts du Syndicat mixte, de préciser les modalités financières relatives à la participation de la Communauté d'agglomération aux investissements du Syndicat mixte ;
- conformément à l'article 16-1 des statuts du Syndicat mixte d'une part et aux articles L2123-7 et L2123-8 du Code général de la propriété des personnes publiques d'autre part, de consentir au Syndicat mixte une superposition d'affectations pour les stations Autolib' situées sur le domaine public de voirie ;
- de préciser les modalités relatives au déploiement et à l'exploitation des stations Autolib' par le Syndicat mixte sur le territoire de la Commune.

La signature de la présente convention entraîne la résiliation des conventions suivantes :

- convention de financement et de superposition d'affectations signée le 16 mai 2012 entre la Commune, la Communauté d'agglomération et le Syndicat mixte ;

ARTICLE I.2 : DEFINITION DU MAILLAGE DE STATIONS AUTOLIB'

ARTICLE I.2.1 : TYPOLOGIE DES STATIONS ET ELEMENTS CONSTITUTIFS

Les stations Autolib' se distinguent selon leur lieu d'implantation :

- station « sur voirie » : station située sur le domaine public de voirie, dont l'accès est libre en permanence ;
- station « en parking » : station située dans un parc de stationnement, de surface ou en ouvrage, dont l'accès est soumis à contrôle (barrière, porte, grille...).

Les stations Autolib' sont implantées selon deux configurations :

- en configuration standard, elles sont constituées d'une borne de location et de 4 à 7 bornes de charge ;
- en configuration « Espace », sur voirie uniquement, elles sont constituées d'une borne de location, de 4 à 6 bornes de charge et d'un abri permettant l'abonnement au service.

Les bornes de charge peuvent être de deux types :

- de type Autolib', elles comportent une prise électrique de type 3 et permettent à la fois la recharge des véhicules Autolib' et des véhicules électriques privés. Conformément au contrat de délégation de service public Autolib', le Syndicat mixte pourra à terme réserver ces bornes à la recharge exclusive des véhicules Autolib'.
- de type Véhicules Tiers, elles comportent une prise électrique de type 3 ainsi qu'une prise de type E/F, et sont dédiées à la recharge des véhicules électriques privés exclusivement.

Ces éléments sont détaillés en annexe A à la présente convention.

ARTICLE 1.2.2 : NOMBRE CIBLE DE STATIONS ET DE BORNES

Le Syndicat mixte plantera sur le territoire de la Commune :

- 6 stations sur voirie pour un total de 36 bornes de charge Autolib' et 0 bornes de charge Véhicules Tiers, et autant de places de stationnement (cf. Annexe C) ;
- 0 stations en parking pour un total de 0 bornes de charge Autolib' et autant de places de stationnement (cf. Annexe D).

Le nombre de bornes par station sur voirie pourra être ajusté entre les stations avant le déploiement à condition que soit conservé le nombre total de bornes.

Le nombre cible de stations pourra être revu à la hausse après accord de la Communauté d'agglomération et du Syndicat mixte, dans l'intérêt du service public Autolib'.

Tout ou partie des stations prévues en parking pourront être redéployées sur voirie après accord de la Communauté d'agglomération et du Syndicat mixte.

ARTICLE 1.2.3 : AGRANDISSEMENT DE STATIONS

La Communauté d'agglomération peut demander l'agrandissement de stations déjà déployées par le biais de l'ajout d'une ou plusieurs bornes de charge supplémentaires, de type Autolib' ou Véhicules Tiers, à condition que le nombre total de bornes n'excède pas 7 bornes pour une station en configuration standard et 6 bornes pour une station en configuration « Espace ».

Pour ces modifications, la Communauté d'agglomération s'acquittera des sommes indiquées dans le bordereau des prix mentionné en annexe B.

Au fur et à mesure du déploiement des bornes supplémentaires, le Syndicat mixte édite un état des stations réalisées et pour lesquelles le procès-verbal de réception mentionné à l'article 11.3.5 a été signé par la Communauté d'agglomération.

Après accord de la Communauté d'agglomération sous huit jours maximum sur cet état, le Syndicat mixte émet à l'encontre de la Communauté d'agglomération un titre de recette correspondant au montant total des sommes dues.

ARTICLE 1.2.4 : STATIONS TEMPORAIRES

La Communauté d'agglomération peut demander la création de stations Autolib' temporaires, dans l'intérêt du service public Autolib' et du maillage de stations.

La Communauté d'agglomération s'acquittera alors des sommes indiquées dans le bordereau des prix mentionné en annexe B.

ARTICLE 1.3 : MODALITES DE FINANCEMENT

ARTICLE 1.3.1 : REPARTITION DU FINANCEMENT

En application de la convention signée entre la Région Ile-de-France et le Syndicat mixte, celui-ci peut prendre en charge le financement d'une partie des stations à planter sur le territoire de la Commune.

La répartition du financement est la suivante :

- La Communauté d'agglomération prend en charge le financement de 2 stations ;

- Le Syndicat mixte prend en charge le financement de 4 stations sur voirie.

ARTICLE I.3.2 : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

En application des dispositions de l'article L2224-2 du Code général des collectivités territoriales, la Communauté d'agglomération participe aux dépenses d'investissement du Syndicat mixte sous la forme d'une subvention d'investissement. Cette subvention est justifiée, pour la réalisation du service de mise à disposition de véhicules en libre-service, par l'obligation de mise à disposition des usagers de véhicules à motorisation électrique.

Cette obligation de service public entraînant des surcoûts liés, d'une part, au prix d'achat du véhicule électrique, supérieur à celui d'un équivalent thermique et, d'autre part, à la nécessité de déployer une infrastructure de recharge pour les véhicules électriques mis à disposition, qui ne peuvent être compensés par les recettes tirées de l'exploitation du service sans un montant excessif des tarifs, est de nature à justifier le recours à la subvention d'investissement.

ARTICLE I.3.3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cadre de l'application de l'article 7 des statuts du Syndicat mixte, le montant de la participation aux investissements sous forme de subvention, due par la Communauté d'agglomération pour les stations implantées sur le territoire de la Commune, est fixé à 50 000 € pour toute station sur voirie et en parking mise à l'étude avant le 1^{er} juin 2012, et 60 000 € pour toute station sur voirie et en parking mise à l'étude après le 1^{er} juin 2012.

Toute borne de charge Véhicules Tiers (hors agrandissements de stations mentionnés à l'article I.2.3) fait l'objet d'une subvention additionnelle d'un montant de 4 200 €. Ce montant variera annuellement en fonction des variations de l'indice national du coût de la construction publié par l'INSEE. L'indice de base retenu est celui en vigueur à la date du 1^{er} mars 2011.

ARTICLE I.3.4 : MODE DE FINANCEMENT

La Communauté d'agglomération opte pour le financement étalé de la subvention, sous la forme d'annuités versées au Syndicat mixte le 1^{er} juin de chaque année.

Le montant des annuités par station est le suivant :

Station voirie ou parking mise à l'étude avant
le 1^{er} juin 2012

2012	928 €
2013	6 951 €
2014	6 918 €
2015	6 696 €
2016	6 479 €
2017	6 254 €
2018	6 032 €
2019	5 811 €
2020	5 592 €
2021	5 369 €
2022	5 147 €

Station voirie ou parking mise à l'étude après
le 1^{er} juin 2012

2013	8 656 €
2014	8 390 €
2015	8 124 €
2016	7 864 €
2017	7 594 €
2018	7 327 €
2019	7 062 €
2020	6 799 €
2021	6 532 €
2022	6 265 €

Le cas échéant, la première annuité est majorée de la subvention additionnelle pour borne de charge Véhicules Tiers mentionnée à l'article I.3.2.

ARTICLE I.4 : SUIVI DU DISPOSITIF AUTOLIB'

La Commune, la Communauté d'agglomération et le Syndicat mixte désignent chacun un interlocuteur privilégié responsable du suivi du dispositif Autolib' et notamment de l'application de la présente convention, tant sur le plan technique qu'administratif.

ARTICLE I.5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

Elle prend fin à la date d'échéance de la délégation de service public relative au service public Autolib' ou le cas échéant, avec le retrait de la Communauté d'agglomération du Syndicat mixte.

Dans le cas d'un retrait de la Communauté d'agglomération du Syndicat mixte, les modalités d'indemnisation prévues par l'article 8 des statuts du Syndicat mixte seront réglées par une convention particulière.

ARTICLE I.6 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Paris. Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

PARTIE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX STATIONS SUR VOIRIE

ARTICLE III.1 : SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS

ARTICLE III.1 : EMBLEMES

Les emplacements des stations Autolib' sur voirie situées sur le territoire de la Commune font l'objet d'une superposition d'affectations à compter de la date du procès-verbal de remise de parcelle visé à l'article II.2.5.

A l'expiration de la présente convention, l'affectation au service public Autolib' disparaît et seule demeure l'affectation initiale à la voirie publique.

ARTICLE III.2 : INDEMNITE

En application de l'article L2123-8 du code général de la propriété des personnes publiques, la superposition d'affectations donne lieu à indemnité versée par le Syndicat mixte à raison des dépenses et de la privation de revenus qui en résultent pour la Communauté d'agglomération.

Cette indemnité est fixée à un montant annuel de 750 € par place de stationnement Autolib'. Ce montant est révisable annuellement en fonction de la variation de l'indice national des loyers commerciaux (ILC) publié par l'INSEE. L'indice de base retenu est celui en vigueur à la date du 1^{er} mars 2011 (montant révisé pour l'année N = 750 x (indice en vigueur au 1^{er} mars de l'année N / indice en vigueur au 1^{er} mars 2011)).

Elle est due à compter de la date du procès verbal de remise de parcelle visé à l'article II.2.5, et jusqu'au terme de la superposition d'affectations.

Elle n'est due à la Communauté d'agglomération que pour les stations situées sur le domaine public communal ou départemental et dont la Communauté d'agglomération prend en charge le financement (cf. article I.3.1). Pour toute station non financée par la Communauté d'agglomération, cette indemnité n'est pas due à la Communauté d'agglomération.

La superposition d'affectations concernant les places de stationnement Véhicules Tiers est accordée à titre gratuit. Si en application de l'article 43.1 de la convention de délégation de service public consentie par le Syndicat mixte, le délégataire verse une redevance supérieure à un euro, le Syndicat mixte versera à la Communauté d'agglomération une indemnité équivalente pour ces places.

ARTICLE III.3 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'INDEMNITE

Chaque année le versement porte sur les places objets d'une superposition d'affectations au titre de l'année précédente. Pour la dernière année le versement s'effectue en même temps que celui au titre de l'année précédente.

Avant le 1^{er} juillet de chaque année, le Syndicat mixte édite au titre de l'année précédente un état des stations Autolib' ayant fait l'objet d'une superposition d'affectations. Cet état détaille le nombre de places concernées, la durée de la superposition d'affectations exprimée en jours et le montant estimatif de l'indemnité.

Après accord de la Communauté d'agglomération sur cet état, cette dernière émet à l'encontre du Syndicat mixte et avant le 15 septembre un titre de recettes correspondant à l'indemnité due.

ARTICLE II.2 : ETUDES ET AUTORISATIONS

ARTICLE II.2.1 : GENERALITES

Les emplacements prévisionnels des stations Autolib', définis par concertation entre la Communauté d'agglomération et le Syndicat mixte, font l'objet d'études réalisées par le Syndicat mixte visant à vérifier leur faisabilité technique. La Communauté d'agglomération indique pour chaque emplacement si elle souhaite la réalisation de bornes de recharge Véhicules Tiers. Le Syndicat mixte associe la Commune et la Communauté d'agglomération aux différentes étapes de ces études.

En cas d'impossibilité technique avérée à l'issue de ces études, la Communauté d'agglomération est tenue de fournir sous trois semaines un emplacement de substitution situé à proximité raisonnable de l'emplacement initial tout en veillant à conserver une cohérence géographique à l'échelle de la Commune et des communes limitrophes. A cette fin le nouvel emplacement sera défini en concertation avec le Syndicat mixte.

Pour une station donnée, si la Communauté d'agglomération refuse un emplacement préalablement défini en concertation avec le Syndicat mixte, la Communauté d'agglomération verse au Syndicat mixte des frais d'études pour l'étude d'un nouvel emplacement.

Ces frais sont d'un montant de 3000 € si le refus intervient avant l'état des lieux visé à l'article II.2.3. Si le refus intervient après l'état des lieux, ce montant est porté à 4000 €.

ARTICLE II.2.2 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION

En tant qu'intervenant sur le domaine public, le Syndicat mixte s'engage à respecter les prescriptions et les procédures de la réglementation locale et nationale applicable relative à la déclaration de travaux à proximité de réseaux.

La responsabilité de la Commune ne pourra en aucune manière être recherchée en cas de réseau non signalé ou d'erreur d'implantation quelle qu'elle soit.

ARTICLE II.2.3 : ETAT DES LIEUX

A l'issue des études techniques et préalablement au début des travaux de déploiement des stations, une réunion sur site appelée « état des lieux » est organisée par le Syndicat mixte en vue de préciser le déroulement des travaux.

L'état des lieux associe le Syndicat mixte, la Commune, la Communauté d'agglomération et tout autre tiers concerné par les travaux (Préfecture de Police, Département, etc.). Il fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par l'ensemble des participants. Le procès-verbal désigne et décrit le domaine public objet d'une superposition d'affectations et inclut notamment l'état initial du revêtement de surface.

ARTICLE II.2.4 : AUTORISATIONS PREALABLES AUX TRAVAUX

La Commune et la Communauté d'agglomération apportent leur concours au Syndicat mixte dans la délivrance des autorisations nécessaires au lancement des travaux, y compris lorsque ces travaux ont lieu sur un domaine autre que communal et notamment départemental ou national.

ARTICLE II.2.5 : PROCES-VERBAL DE REMISE DE PARCELLE

Un procès-verbal appelé « procès-verbal de remise de parcelle » est signé contradictoirement par la Commune et le Syndicat mixte, postérieurement à l'état des lieux visé à l'article II.2.3. Il marque le début de la superposition d'affectations, tel que précisé à l'article II.1.1. Le procès-verbal d'état des lieux est annexé au procès-verbal de remise de parcelle.

ARTICLE II.3 : TRAVAUX

ARTICLE II.3.1 : GENERALITES

Le Syndicat mixte associe la Commune et la Communauté d'agglomération à toutes les étapes de la préparation, de la réalisation et du suivi des travaux en assurant leur information en continu.

Conformément à l'article L115-1 du Code de la Voirie Routière, le Maire assure la coordination des travaux affectant le domaine public ; à ce titre, la Commune est maître du calendrier de déroulement des travaux sur son territoire. Elle facilite l'organisation des travaux en lien avec le Syndicat mixte en tenant compte des exigences de déploiement du service public Autolib'.

L'ensemble des travaux nécessaires à la création des stations Autolib' sont pris en charge par le Syndicat mixte, y compris la signalisation verticale et horizontale et les raccordements, à l'exception des travaux non strictement nécessaires à la création des stations Autolib' qui sont appelés « travaux supplémentaires ».

Les travaux supplémentaires sont pris en charge par la Communauté d'agglomération dès lors que le procès verbal d'état des lieux visé à l'article II.2.3 en fait mention explicite. Il peut notamment s'agir de déplacements de bordures, de jardinières ou d'arbres, d'agrandissements ou de réductions du trottoir, etc.

Lorsqu'une station Autolib' est envisagée sur un emplacement ne comportant pas de places de stationnement existantes, les éventuels travaux afférents à la création de ces places entrent également dans le cadre des travaux supplémentaires et sont pris en charge par la Communauté d'agglomération.

La réalisation des travaux supplémentaires fait l'objet d'une étroite coordination entre la Commune, la Communauté d'agglomération et le Syndicat mixte afin d'écourter au maximum la durée de l'ensemble des travaux, minimisant ainsi la gêne occasionnée sur l'espace public.

ARTICLE II.3.2 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION

L'ensemble des interventions du Syndicat mixte sur le domaine public respecte les prescriptions et procédures de la réglementation locale et nationale applicable. Les travaux sont notamment conduits de manière à ne causer aucun dommage aux ouvrages établis sur et sous le domaine public.

Le Syndicat mixte est responsable de l'exécution des mesures de police aux abords des chantiers d'implantation des stations Autolib'. Il assure notamment le barrage des différentes emprises, leur signalisation et pré-signalisation suivant les prescriptions réglementaires et prend toute disposition utile pour la sécurité des usagers de la voie publique.

ARTICLE II.3.3 : RACCORDEMENTS

Le Syndicat mixte fait son affaire des demandes de raccordement des stations Autolib' aux différents réseaux.

Les études techniques et les travaux de raccordement doivent être réalisés de manière coordonnée avec les études techniques et les travaux de création des stations Autolib'.

Lorsque la création d'une station Autolib' nécessite une tranchée de raccordement située en dehors de l'emplacement objet de la superposition d'affectations, les travaux de réfection de voirie seront réalisés par la Communauté d'agglomération et pris en charge financièrement par le Syndicat mixte, sauf accord contraire de la Commune pour qu'ils soient réalisés par le Syndicat mixte.

ARTICLE II.3.4 : COMMUNICATION DE CHANTIER

Le Syndicat mixte est en charge de la communication de chantier. A ce titre, il installe des supports de communication permettant une information claire sur le calendrier et la nature des travaux, et s'assure du bon état et de la propreté des supports, dans le respect de la réglementation locale applicable relative à la tenue des chantiers.

Tout autre dispositif de communication de chantier demandé par la Commune ou la Communauté d'agglomération sera réalisé, installé et entretenu à leurs frais.

ARTICLE II.3.5 : RECEPTION

Le Syndicat mixte est en charge de la vérification du bon achèvement des travaux. Il associe la Commune et la Communauté d'agglomération à leur réception par le biais de l'organisation et de la tenue d'une réunion de réception sur site. La réunion de réception fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par l'ensemble des participants.

ARTICLE II.4 : ENTRETIEN ET EXPLOITATION

ARTICLE II.4.1 : GENERALITES

Conformément à l'article L2123-7 du Code général de la propriété des personnes publiques, le présent article détermine les modalités de gestion des emplacements objets de la superposition d'affectations.

Le Syndicat mixte est responsable des conséquences de l'implantation de ses mobiliers sur l'état du domaine public objet de la superposition d'affectations. Il est également responsable de tous dommages aux biens et aux personnes pouvant résulter de leur présence et de leur utilisation ou à l'occasion des travaux de création des stations Autolib'.

En tant qu'exploitant de réseaux, le Syndicat mixte s'engage à respecter les prescriptions et les procédures de la réglementation locale et nationale applicable relative à la déclaration de travaux à proximité de réseaux.

Lorsque les obligations du Syndicat mixte prévues au présent article ne sont pas remplies, la Communauté d'agglomération constate les manquements et les notifie au Syndicat mixte qui dispose d'un mois calendaire à compter de la notification pour se conformer à ses engagements.

En cas de constatation par la Communauté d'agglomération d'une défaillance mettant en cause la sécurité des usagers elle demandera au Syndicat mixte une remise en sécurité immédiate faute de quoi elle fera procéder aux travaux de remise en sécurité aux frais du Syndicat mixte.

ARTICLE II.4.2 : ENTRETIEN ET NETTOYAGE

La Commune assure l'entretien de la structure et du revêtement de voirie des emplacements objets de la superposition d'affectations. Sont notamment concernés : la chaussée et les places de stationnement, le trottoir bordures comprises, le caniveau, etc. La Commune assure également le nettoyage des emplacements.

Le Syndicat mixte assure l'entretien et le nettoyage des mobiliers et de la signalisation, à savoir : les bornes de charge, les bornes de location, les abris, les panneaux de signalisation verticale, la signalisation horizontale, les éventuels potelets et arceaux, les éventuels seuils ou îlots.

Aucune indemnité ne pourra être réclamée par le Syndicat mixte au titre de la privation temporaire d'exploitation du service public Autolib' liée aux opérations d'entretien et de nettoyage.

ARTICLE II.4.3 : CONCESSIONNAIRES DE RESEAUX

Le Syndicat mixte s'engage à laisser traverser les emplacements objets de la superposition d'affectations par toutes canalisations souterraines ou aériennes existantes ou futures des différents concessionnaires de réseaux de distribution ou d'assainissement.

La Commune conserve le droit exclusif de délivrer les autorisations ou permissions d'occupation concernant les réseaux des concessionnaires et d'en percevoir les redevances ou taxes afférentes.

La Commune conserve également le droit exclusif d'autoriser les travaux des concessionnaires. Les réfections de voirie sont alors prises en charge par le concessionnaire concerné.

ARTICLE II.4.4 : MODIFICATION/DEPLACEMENT DE STATIONS

La Commune et la Communauté d'agglomération se réservent le droit d'apporter aux emplacements objets de la superposition d'affectation toutes les modifications rendues nécessaires par leurs projets d'aménagement et leurs travaux ou ceux de leurs concessionnaires, sans que le Syndicat mixte ne puisse s'y opposer ni obtenir aucune indemnité. Le cas échéant, les modifications, réfections ou déplacements de stations Autolib' rendus nécessaires sont à la charge du Syndicat mixte.

L'accès aux emplacements objets de la superposition d'affectations des agents de la Commune et de la Communauté d'agglomération et des entreprises travaillant pour leur compte est autorisé en permanence.

ARTICLE II.4.5 : NEUTRALISATION TEMPORAIRE DE STATIONS

La neutralisation temporaire d'une station Autolib' est l'action de procéder à la mise hors-service d'une ou plusieurs bornes de charge pendant une durée déterminée et de déplacer les véhicules Autolib' éventuellement connectés auxdites bornes.

Le Syndicat mixte peut procéder à la neutralisation temporaire d'une station à la demande de l'interlocuteur privilégié de la Communauté d'agglomération mentionné à l'article I.4.

La demande doit être envoyée à neutralisation@autolibmetropole.fr et doit obligatoirement comporter les éléments suivants :

- le numéro de la station au format XXXXX-XX
- l'adresse de la station
- le numéro des places concernées
- les dates et heures souhaitées de neutralisation
- le motif détaillé de la neutralisation
- une copie électronique de l'arrêté à l'origine de la demande de neutralisation, le cas échéant

ARTICLE II.4.6 : SUPPRESSION DE STATIONS

La suppression d'une station Autolib' met fin à la superposition d'affectations sur les emplacements considérés.

Le Syndicat mixte devra démolir à ses frais, sauf demande expresse de la Communauté d'agglomération, les ouvrages, constructions et installations existant sur le domaine public.

Les ouvrages, constructions et installations dont le maintien à l'issue de la superposition d'affectations a été accepté par la Communauté d'agglomération deviennent de plein droit et gratuitement sa propriété.

Une fin de superposition d'affectations donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal. Le Syndicat mixte, la Commune et la Communauté d'agglomération signent ce procès-verbal contradictoirement suite à la réalisation des éventuels travaux de remise en état. Le procès-verbal inclut notamment l'état du revêtement de surface en comparaison de l'état initial consigné dans le procès-verbal mentionné à l'article II.2.3.

PARTIE III : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX STATIONS EN PARKING

ARTICLE III.1 : ETUDES ET AUTORISATIONS

ARTICLE III.1.1 : GENERALITES

Les emplacements prévisionnels des stations Autolib' font l'objet d'études réalisées par le Syndicat mixte visant à vérifier leur faisabilité technique. Le Syndicat mixte associe la Commune, la Communauté d'agglomération et l'exploitant du parc aux différentes étapes de ces études.

En cas d'impossibilité technique avérée à l'issue de ces études, la Communauté d'agglomération est tenue de fournir sous trois semaines un emplacement de substitution dans le même parc de stationnement, ou dans un autre parc situé à proximité raisonnable du parc initial tout en veillant à conserver une cohérence géographique à l'échelle de la Commune et des communes limitrophes. A cette fin le nouvel emplacement sera défini en concertation avec le Syndicat mixte et l'exploitant du parc concerné. Le délai de livraison des stations concernées sera prolongé de la durée nécessaire à l'aboutissement de nouvelles études techniques.

ARTICLE III.1.2 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION

Le Syndicat mixte s'engage à respecter les prescriptions et les procédures de la réglementation locale et nationale applicable, notamment celle relative aux établissements recevant du public.

ARTICLE III.1.3 : REUNION PREALABLE

A l'issue des études techniques et préalablement au début des travaux de déploiement des stations, une réunion sur site appelée « réunion préalable » est organisée par le Syndicat mixte en vue de préciser le déroulement des travaux.

La réunion préalable associe le Syndicat mixte, la Commune, la Communauté d'agglomération et tout autre tiers concerné par les travaux (Préfecture de Police, exploitant du parc, etc.). Elle fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par l'ensemble des participants. Le procès-verbal désigne et décrit l'emplacement concerné par les travaux et inclut notamment son état initial.

ARTICLE III.1.4 : AUTORISATIONS PREALABLES AUX TRAVAUX

La Commune et la Communauté d'agglomération apportent leur concours au Syndicat mixte dans la délivrance des autorisations nécessaires au lancement des travaux et à leur mise en service.

ARTICLE III.2 : TRAVAUX

ARTICLE III.2.1 : GENERALITES

Le Syndicat mixte associe la Commune et la Communauté d'agglomération à toutes les étapes de la préparation, de la réalisation et du suivi des travaux.

L'ensemble des travaux nécessaires à la création des stations Autolib' sont pris en charge par le Syndicat mixte, y compris la mise en peinture des places de stationnement, la signalétique et les contrôles d'accès, à l'exception des travaux non strictement nécessaires à la création des stations Autolib' qui sont appelés « travaux supplémentaires ».

Les travaux supplémentaires sont pris en charge par la Communauté d'agglomération ou l'exploitant du parc dès lors que le procès-verbal de réunion préalable visé à l'article III.1.3 en fait mention explicite. Il peut notamment s'agir de la mise en peinture des murs, du ragréage du sol, etc.

ARTICLE III.2.2 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION

L'ensemble des interventions du Syndicat mixte respecte les prescriptions et procédures de la réglementation locale et nationale applicable, notamment celle relative aux établissements recevant du public.

ARTICLE III.2.3 : RECEPTION

Le Syndicat mixte est en charge de la vérification du bon achèvement des travaux. Il associe la Commune et la Communauté d'agglomération à leur réception par le biais de l'organisation et de la tenue d'une réunion de réception sur site. La réunion de réception fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par l'ensemble des participants.

ARTICLE III.3 : ENTRETIEN ET EXPLOITATION

Les modalités relatives à l'entretien et à l'exploitation des installations Autolib' en parking sont détaillées dans une convention spécifique associant le Syndicat mixte, son délégataire et l'exploitant du parc.

Fait à
Le

Pour le Président et par délégation,
La Directrice d'Autolib' Métropole
Madame Véronique HACHÉ-AGUILAR

Fait à
Le

Le Maire de Fontenay-aux-Roses

Fait à
Le

Le Président de la Communauté d'agglomération Sud de Seine

ANNEXES

ANNEXE A : ELEMENTS CONSTITUTIFS DES STATIONS AUTOLIB'

<p style="text-align: center;">BORNE DE LOCATION</p>	<p style="text-align: center;">BORNE DE CHARGE</p>
<p style="text-align: center;">SEUIL POUR BORNE DE LOCATION (sur stationnement)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;"> Borne de Location L: 67,5; M: 19,5; P: 46,5 Seuil de Stationnement L: 216; H: 35; P: 8.150 </p>	<p style="text-align: center;">SEUIL POUR BORNE DE CHARGE (sur stationnement)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;"> Borne de Charge L: 33; M: 28; P: 125 Seuil de Stationnement L: 116; H: 35; P: 8.150 </p>
<p style="text-align: center;">ABRI D'ABONNEMENT</p>	<p style="text-align: center;">SEUIL FACULTATIF (délimite la station du stationnement voisin)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;"> Grès Implantation possible pour la signalisation </p>

ANNEXE B : BORDEREAU DES PRIX**ANNEXE B.1 : AJOUT DE BORNES DE CHARGES SUPPLEMENTAIRES**

- Pré-étude et suivi :
 - ✓ Pré-étude de faisabilité incluant repérage sur site, détermination du potentiel d'extension, et remise d'un document de synthèse : **200 € par station**
 - ✓ Suivi et réception : **300 € par station**

- Etudes techniques et travaux :
 - ✓ Option n°1 – nano-tranchée (25 cm de profondeur) :
 - Ajout d'une première borne de charge : **9 200 € HT**
 - Ajout d'une borne de charge (à partir de la deuxième) : **4 500 € HT**

 - ✓ Option n°2 – tranchée « standard » :
 - Ajout d'une première borne de charge : **14 450 € HT**
 - Ajout d'une borne de charge (à partir de la deuxième) : **7 750 € HT**

Ces prix forfaitaires s'entendent pour la réalisation de bornes sur des places contiguës aux stations existantes Autolib', les adaptations nécessaires aux caractéristiques des sites feront l'objet de devis complémentaires établis sur la base du bordereau de prix complémentaires ci-après. Ces prix comprennent :

Études :

- Envoi des Demandes de Travaux, traitement des réponses des concessionnaires...
- Relevé sur site complémentaire
- Étude de conception, faisabilité de la station
- Réalisation du plan de la station complète à l'échelle 1/200
- Réunion préalable au chantier - édition d'un compte rendu
- Réunion de réception - édition d'un compte rendu
- Suivi de la levée des réserves
- Suivi et Validation des plans de récolement

Travaux :

Ce prix rémunère au forfait par station toutes les sujétions d'installation de la station prévues au lot VRD, selon les plans joints au dossier. Il comprend au minimum :

- L'installation mobile de chantier, comprenant la sécurisation du site, les panneaux de chantier, la gestion de circulation des piétons et des véhicules, la dépose en fin de chantier et toutes les sujétions
- Le repérage des réseaux existants et leur matérialisation sur site ainsi que la fouille soignée pour l'inspection si nécessaire
- La protection des arbres et des équipements existants et leur remplacement ou réparation à l'identique en cas de détérioration
- L'implantation topographique de la station et son adaptation par rapport à la configuration du site
- La dépose et l'effacement de la signalisation routière existante
- La dépose et la repose des mobiliers urbains existants se trouvant dans l'emprise de la station dans des nouveaux emplacements
- L'ouverture des tranchées, quel que soit le type et l'occupation du sous-sol, la mise en stock des matériaux de bonne qualité et l'évacuation du reste à la décharge
- La mise en place des socles et fondations en béton armé, préfabriqués ou coulés en place, tel que défini dans les plans, y compris toutes sujétions

- La mise en place des socles et fondations en béton armé, préfabriqués ou coulés en place, tel que défini dans les plans, y compris toutes sujétions
- La fourniture et la pose de fourreaux pour les câbles de courant faible et courant fort, y compris la fourniture et le tirage des câbles selon le synoptique et toutes sujétions
- La fourniture et la pose de câble de terre en cuivre de 25mm² y compris piquet et raccordement aux ouvrages métalliques et installations électriques
- L'exécution pour réfection des sous couches des revêtements de voirie et de trottoirs y compris toutes sujétions
- L'exécution de réfection de revêtement de voirie et de trottoirs y compris couches de base et toutes sujétions
- La fourniture et pose de la signalisation horizontale, logos textes, délimitation des places ...

Bordereau de prix complémentaires

Branchements - réalisation de tranchées "standard"

Tranchée de raccordement CForts & Cfaibles sous trottoir	MI	191,30 €
Tranchée de raccordement CForts & Cfaibles sous chaussée	MI	273,86 €
Plus valeur pour reprise de revêtement en pavage	m2	41,40

Signalétique

Seuil de voirie L80, P150 de 5 cm de hauteur en pierre naturelle granit te que défini dans la fiche technique type: (Bordure et remplissage en granit)	U	659,70
--	---	--------

Démolition d'ouvrages enterrés

Ce prix rémunère au mètre cube la démolition de maçonnerie, génie civil, rencontré lors de la réalisation des tranchées, quel que soit le ferrailage, partie à l'aide d'engins mécaniques, y compris toutes sujétions de démolition des massifs, chargement et transport des produits de démolitions aux décharges publiques.

Démolition de maçonnerie non ferrailée	m3	108,50
Démolition de béton armé	m3	145,60

Bordures et caniveaux

Dépose et repose de bordure tout type, ce prix comprend : la découpe soignée des revêtements, dépose de bordures compris terrassements, nivellement de la fouille, réalisation de fondation et butée de bordure en béton dosé à 250 kg de CPAL, évacuation aux décharges des terres excédentaires, y compris toutes sujétions de découpe par sciage pour rayons ou angles

Bordurette béton existante compris toutes sujétions	MI	37,40
Bordurette béton type T	MI	32,70
Bordurette béton type P	MI	76,70
Bordures anti stationnement	MI	34,20
Caniveau béton type CS ou CC	MI	117,10
Fourniture et pose de bandes podotactile.	MI	41,80

Liste non limitative, dans le cas de travaux spécifiques non prévus dans les bordereaux de prix unitaires, ceux-ci feront l'objet de devis complémentaires.

ANNEXE B.2 : MISE EN PLACE D'UNE STATION TEMPORAIRE

Station Autolib' temporaire 5 places via bornes sur seuils métalliques auto-stables (6 seuils : 5 seuils pour bornes de charges & 1 seuil double pour borne de location) :

26 708,52 € HT

Ce prix comprend les travaux nécessaires pour la réalisation de la station en voirie publique, il se décompose ainsi :

- Station : **10 964,10 € HT**
- Lestage des quais via coffrages métalliques & béton intégrés aux modules : **4 000 € HT**
- Modification du tableau électrique : **1 500 € HT**
- Mise à la terre via 6 piquets de terre : **420 € HT**
- La réalisation de la fouille compris raccordement sur réseau par ErDF : **1 140 € HT**
- Signalisation verticale : **445 € HT**
- Installation chantier : **3 788 € HT** pour une semaine
- Majoration de 20 % pour la liaison (via goulotte posée en surface) entre les différents modules (soit 5 fois 5,55 mètres linéaires)

Il convient d'ajouter :

- Tranchée compris câblage pour raccordement ErDF : **142,2 € HT/ml** (selon site)
- Tranchée compris câblage pour raccordement FT : **139,7 € HT/ml** (selon site)
- Goulotte compris câblage pour raccordement FT: **150 € HT/ml** (selon site)
- Les honoraires pour les études (MOuvrage déléguée, MOeuvre, Bureau de contrôle, Distribution courrier riverains) au prix de : **3 625 € HT**
- Les frais de développement des bornes : **1 827 € HT**
- Les frais de maintenance annuelle de la station : **2 951 € HT**
- Le montant des équipements :
 - o Prix unitaire de la borne de charge : **3 299 € HT**
 - o Prix unitaire de la borne de location avec coffret électrique : **10 752 € HT**

Les prix spécifiés ci-dessus ne prennent pas en compte les aléas (déclivité du sol, liaison équipotentiel avec les candélabres, discontinuité des places Autolib', etc.)

ANNEXE B.3 : INDEXATION

Ces montants varieront annuellement en fonction des variations de l'indice national du coût de la construction publié par l'INSEE. L'indice de base retenu est celui en vigueur à la date du 1^{er} octobre 2013.

ANNEXE C : LISTE INDICATIVE DES STATIONS AUTOLIB' SUR VOIRIE

n° station	places Autolib'	places VT	abri	adresse
92032-01	4		1	5 rue Jean Jaurès (parc de surface)
92032-02	7			adresse à déterminer
92032-04	7			face 31 avenue de la Division Leclerc (parc de surface)
92032-05	6			face 35 rue Marx Dormoy
92032-06	6			face 68 avenue Paul Langevin
92032-08	6			29 avenue Lombart

ANNEXE D : LISTE INDICATIVE DES STATIONS AUTOLIB' EN PARKING